

Montréal, vendredi 12 juillet 1996

BOURSE

		
Montréal ▼	Toronto ▼	New York ▼
Montréal 2510,95 -27,07 VARIATION DU JOUR: -1,07% AN: 9,14%	Toronto 5055,40 -42,90 VARIATION DU JOUR: -0,84% AN: 7,61%	New York 5520,54 -83,11 VARIATION DU JOUR: -1,48% AN: 16,78%

S&P 500 645,67 -10,39 VARIATION DU JOUR: -1,58%	Nasdaq 1106,35 -34,8 VARIATION DU JOUR: -3,05%
Dollar CAN 72,99 cents US -0,1 VARIATION DU JOUR: -0,22% AN: -0,55%	Dollar US 1,370 \$CAN 0,00 VARIATION DU JOUR: 0,22% AN: 0,55%
Or 384,00 \$US 1,4 VARIATION DU JOUR: 0,37% AN: -1,26%	Pétrole 19,80 \$US 0,01 VARIATION DU JOUR: 0,00% AN: 14,58%



Michel Girard
Un placement bouche-trou ?
page C 3

Les ventes de bière souffrent du froid

RICHARD DUPAUL

Plus portés à se garder au chaud et au sec qu'à étancher leur soif, les Québécois ont réduit considérablement leur consommation de bière depuis le début de l'été. Les ventes des deux grandes brasseries, Labatt et Molson-O'Keefe, ont chuté de 12,6 % en juin et, à moins d'une bonne canicule, le mois de juillet s'annonce presque aussi mauvais.

Pour les six premiers mois de 1996, les ventes marquent une baisse de 3 %, soit 70 000 hectolitres ou 855 330 caisses de 24 de moins que l'an dernier, dit M. Yvon Millette, président de l'Association des brasseurs du Québec.

Comme le prix d'une caisse de 24 tourne autour de 21 \$ à l'épicerie, il s'agit d'un manque à gagner d'au moins 18 millions de dollars pour l'industrie. « C'est sûr que la marge bénéficiaire en souffre. Ça sera difficile de rattraper cela d'ici à

la fin de l'année », affirme M. Millette.

Il faut dire que l'été 1995 avait été particulièrement bon pour les brasseurs, le temps chaud et humide ayant alors entraîné des hausses de plus de 2 % de la consommation de houblon. Selon les experts, la chaleur peut jouer pour environ 10 % des ventes de bière durant l'été.

Les affaires étant ce qu'elles sont, Molson-O'Keefe a dû réduire l'embauche d'étudiants cet été pour te-

nir compte d'une production plus modérée, confirme M. Alban Asselin, vice-président aux affaires publiques. Jusqu'ici, l'entreprise n'a pas fait de mises à pied parmi ses 1400 employés permanents, dit-il.

Même phénomène chez Labatt, où on a choisi de ne pas rappeler une trentaine d'employés à temps partiel, dit un porte-parole, M. Alain Bolduc. Selon lui, Labatt s'en tirerait pas si mal car ses ventes ont diminué de 5 % seulement en juin.

Outre la température, Molson O'Keefe attribue la repli des ventes à l'économie difficile. « Il y a plus de gens sans emploi. On dépense moins. Cela touche tout le secteur des biens de consommation », dit M. Asselin.

Cela tombe mal pour les grandes brasseries, dont les ventes remontent la pente depuis 1992 à la faveur de la multiplication des marques et des bières bon marché. L'an dernier, l'industrie a enregistré une

hausse de 1,6 % à 5,4 millions d'hectolitres. Le niveau record a été atteint en 1979, avec plus de 6 millions d'hectolitres.

Même les micro-brasseries, dont la part de marché évaluée à 2 ou 3 % selon les sources ne cesse de croître, sont affectées.

« Nos ventes sont 5 % inférieures aux prévisions pour mai et juin. L'an dernier, c'était extraordinaire. Mais cette année... que voulez-vous, c'est la vie », affirme M. Peter McAuslan, président de la Brasserie MacAuslan (Saint-Ambroise, Griffon, etc.). Toutefois, l'entreprise poursuit sa lancée et ses ventes sont en hausse de 20 % depuis le début de 1996.

Même son de cloche chez Brasseurs du Nord (Boréale), où la présidente, Mme Laura Urtnowski, souligne que la température a surtout affecté les ventes aux bars-terrasses.

Garry Picard, propriétaire du

Café Cherrier, rue Saint-Denis, a l'impression de vivre « un automne permanent », alors que les ventes de bière ont été en « chute libre » en juin, dit-il. « On a connu un très bon week-end durant le Grand Prix. Il y avait beaucoup de monde en ville et la température se maintenait au-dessus des 25 degrés. Depuis, c'est très moyen », dit-il.

Président d'Unibroue (Blanche de Chambly, Raftman, La Maudite, etc.), M. André Dion se réjouit malgré tout de la progression des ventes de sa société, qui devraient grimper de près de 25 % « à 16 ou 17 millions » en 1996. « Comme on produit des bières de dégustation, nos produits sont plus vendus dans les épiceries et les dépanneurs que dans les bars », affirme le PDG.

Unibroue lançait hier une nouvelle bière forte, L'Eau Bénite, portant ainsi l'ensemble de ses marques à sept.

Le Dow Jones ébranlé

De mauvaises nouvelles dans d'importantes sociétés de haute technologie américaines et une réallocation des fonds par les grands détenteurs de capitaux ont fait reculer les marchés boursiers.

Le Dow Jones a perdu 83,11 pour finir la séance à 5520,54 points. Depuis deux semaines, l'indice phare a chuté de 5 %, faisant dire à plusieurs que la correction des cours est amorcée.

En début d'après-midi, l'indice boursier avait perdu plus de 125 points. Le volume des actions négociées à New York s'est élevé à 516 millions.

En revanche, le marché obligataire était en hausse et le rendement des obligations du Trésor américain à 30 ans a reculé à 7,03 %.

Les gestionnaires de portefeuille ont délaissé le marché des actions pour augmenter l'actif dans le secteur des obligations, étant donné le rendement assez élevé de ces dernières.

Pour sa part, le Nasdaq a perdu 42 points, ce qui représente la plus forte baisse de cette année et la deuxième en importance de son histoire, la pire chute étant celle de 46 points le 19 octobre 1987.

Sur ce marché, les titres de Microsoft, Sun Microsystems, d'Intel et de Cisco Systems ont tous reculé.

Le secteur technologique de la Bourse new-yorkaise a perdu du terrain également à la suite des problèmes annoncés par Motorola et Hewlett-Packard.

Motorola, un géant des télécommunications et des semi-conducteurs, a dévoilé une baisse de 32 % de son bénéfice net au deuxième trimestre.

De son côté, Hewlett-Packard a rapporté une charge spéciale de 150 millions de dollars pour le trimestre courant alors qu'elle abandonne la production de lecteurs de disques.

À Toronto, le TSE 300 a perdu 42,88 pour finir la journée à 5055,40 points.

Les titres les plus actifs ont été Gulf Canada, Petro-Canada et BCE qui ont pris de la valeur tandis que Nova Corp., Banque Scotia, Mitel et Newsbridge cédaient du terrain.

La devise canadienne a été malmenée également ayant clôturé à 72,99 cents américains, une diminution de 16 centièmes par rapport à la veille.

Aujourd'hui, d'importants indicateurs économiques sont attendus aux États-Unis; des statistiques concernant les ventes au détail et l'indice de prix des producteurs seront alors dévoilés pour le mois de juin. Les marchés seront encore en alerte.



Laurier Cloutier

La baisse de la demande mondiale pour les lettres de crédit a de quoi étonner. Le commerce multinational s'accroît en flèche!

Le principal mode de paiements des exportations ne devrait-il pas voguer au rythme de la mondialisation des économies?

Duarte M. Miranda, vice-président au commerce international de la Banque Royale, au Québec, souligne que les lettres de crédit, ou traites, perdent du terrain dans les échanges mondiaux depuis 10 ans déjà. Pour minimiser ses risques financiers, un exportateur exige d'habitude de la banque de l'acheteur l'émission d'une lettre de crédit, à l'intention de sa banque. Celle-ci, contre des frais, confirme au vendeur la disponibilité de la traite et en garantit le paiement, dès les expéditions.

Avec les facilités de transport et de communications, le démantèlement des barrières douanières et non tarifaires — grâce à l'Organisation mondiale du commerce (l'ex-GATT) — et la formation de blocs continentaux, les échanges mondiaux s'accroissent de 12 % par an depuis 1975, selon la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international. Ils atteignent déjà 4000 milliards américains et toucheraient 6400 milliards d'ici l'an 2000.

Theodore Homa, directeur général de Mitsubishi Canada, la filiale de la grande maison de commerce extérieur du Japon, déclarait récemment qu'avec les lettres de crédit, vendre à l'étranger présente moins de risque que sur le marché local!

Le vice-président Miranda s'explique mal la chute des lettres de crédit. « Les gens d'affaires prennent plus de risques qu'avant à l'exportation, encore plus qu'ils ne s'en permettraient sur le marché local », où un acheteur a parfois le temps de faire faillite avant de payer le vendeur.

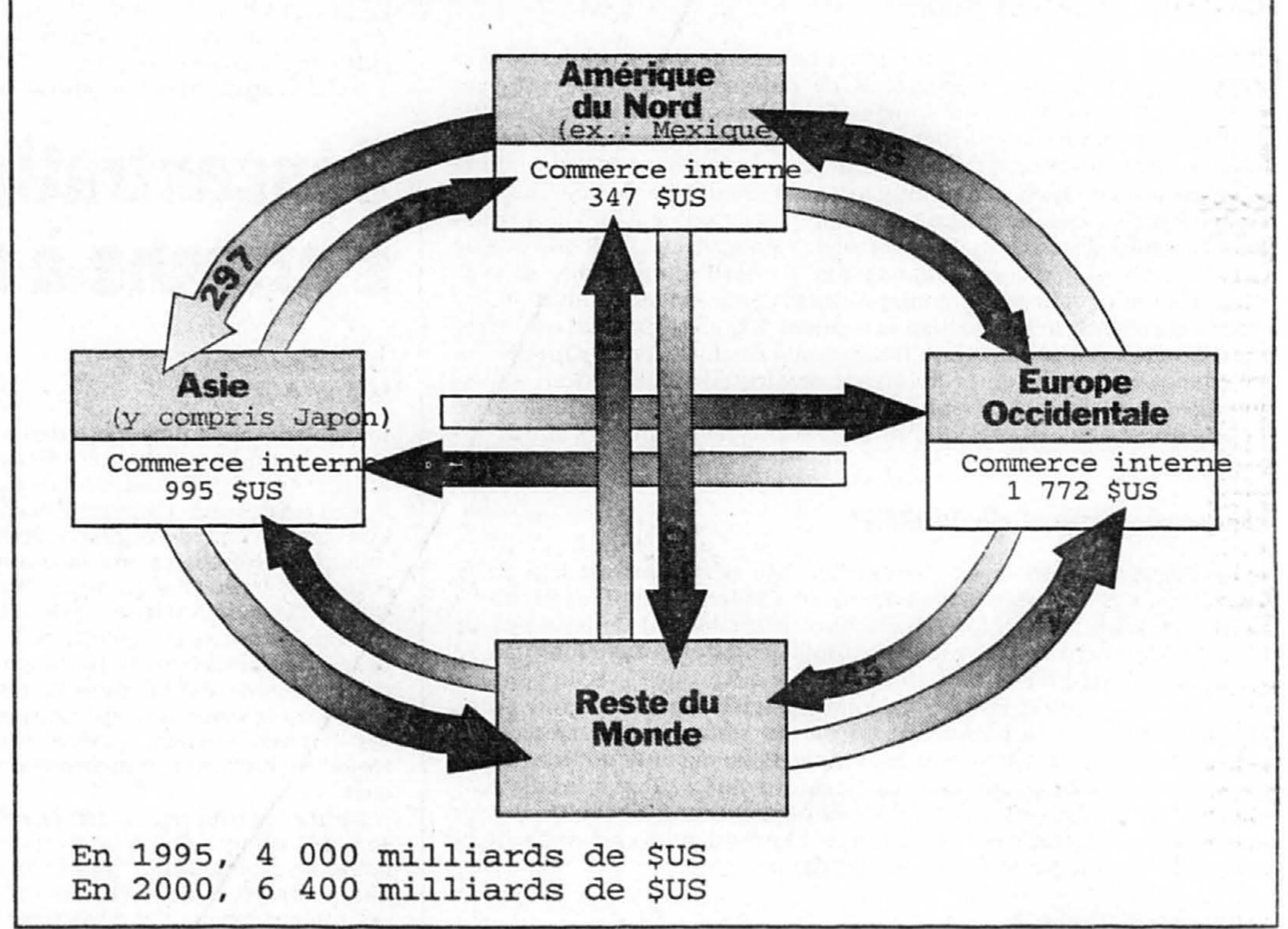
Malgré leur diminution, les lettres de crédit « n'en demeurent pas moins l'outil de financement d'importations-exports le plus important. Les recouvrements internationaux les remplacent souvent », dit M. Miranda. On expédie alors une lettre d'instructions, accompagnée des documents de recouvrement

DOSSIER

Baisse mondiale des lettres de crédit!

Prévisions des échanges commerciaux à l'échelle mondiale

En milliards de \$US en l'an 2000



de la marchandise, à la banque de l'acheteur. Celle-ci donne alors les documents reçus à son client et paie le vendeur.

Des exportateurs de longue date connaissent de mieux en mieux leurs clients et font moins de chichis sur les paiements. « Mais souvent ils veulent aussi sabrer leurs coûts » au risque de perdre des plumes, corrige M. Miranda.

Le vice-président vient d'exposer à des PME exportatrices, du Québec et de l'Est du Canada, sa perception des défis et avantages de la mondialisation.

François H. Dickey, directeur des ventes de Tourbe Sélect, du groupe Fafard, reconnaît que des exportateurs font parfois des erreurs, par méconnaissance, comme lui, récemment, lors d'une vente en Jordanie, un pays désertique et moins choyé.

Payés sur-le-champ

Un exportateur de homards de Caraquet, au Nouveau-Brunswick, se dit enchanté des services de la Société de financement des exportations de la Banque Royale, ou

REFCO. On le paie ainsi dès le départ de ses homards. REFCO achète et escompte des créances à court terme sur l'étranger ou le Canada, avec ou sans recours. La banque hésite par contre très souvent devant des comptes à recevoir de l'étranger.

Alain Gagnon, directeur général de l'Association des maisons de commerce extérieur du Québec, avec 275 membres, souligne que « l'escomptage offert par REFCO, non disponible à la Société pour l'expansion des exportations (SEE), d'Ottawa, coûte souvent moins cher que d'emprunter sur sa marge de crédit ».

Duarte Miranda note que le Québec n'a rien à envier à l'Ontario: la taille du Centre international de la Banque Royale, à Montréal, dépasse celui de Toronto pour les imports-exports.

Remplacer l'État!

Devant le désengagement de l'État à l'exportation (programmes, délégations du Québec), les banques en viennent à combler le vide, ajoute-t-il.

« La SEE garde un rôle très important, mais offre souvent des conditions moins intéressantes que la Ex-Im Bank des États-Unis et la Coface, de France », dit M. Miranda, confirmé par Olivier Lepar, directeur de la Chambre de commerce française à Montréal.

La Banque Royale essaie toutefois d'ajouter la SEE comme partenaire à ses transactions. La Société de développement industriel du Québec aussi car, si « elle ne fut jamais très active, elle est en train de faire un virage » à l'international. Le Fonds FTQ investit aussi de plus en plus dans le commerce extérieur, en essayant d'être original, dit M. Miranda.

Il faut recourir aux services d'un expert lors d'exportations, pour contrer à la fois les risques du crédit, du pays, de la devise et du fonds de roulement.

La complexité du banquier, dès le début de la transaction, « a un coût », reconnaît Duarte Miranda, « mais à la limite, le client en sort gagnant ». Il faut entre autres pré-

Voir **BAISSE** en C2

Infographie La Presse

ÉCONO-FLASHES



Ultramar contrainte au silence

■ Avant que ne soient déposées les plaintes contre l'ensemble des pétrolières, Ultramar avait convoqué les représentants des médias afin de faire le point sur la situation qui prévaut actuellement dans l'industrie pétrolière. Le bureau de la concurrence ayant été saisi d'une demande d'enquête, cette procédure contraint pour le moment la pétrolière à ne faire aucune déclaration publique. Confiant de démontrer le bien-fondé de sa position, la pétrolière est toutefois fort déçue de la tournure des événements et souhaite que les consommateurs sachent faire la part des choses. Son programme *Valeur Plus*, soutient Ultramar, est une stratégie corporative, « et non une promotion, qui vise à offrir des essences de qualité à des prix imbattables ». Aucun noir dessein prêt à Ultramar ne se cache derrière l'approche *Valeur Plus*, insiste la pétrolière. Dès qu'elle le pourra, elle fera le point sur la situation.

MIL Davie : contrat de traversier

■ C'est confirmé : MIL Davie construira un traversier de 83 mètres et de 2500 tonnes pour le gouvernement du Québec. La construction commencera en novembre, durera 10 mois et coûtera 37 millions aux contribuables. Il s'agit d'un dernier contrat « transitoire » qui doit aider le nouveau propriétaire, Dominion Bridge, à maintenir à flot le chantier naval. MIL Davie s'est déjà fait octroyer deux contrats sans appel d'offres visant à rallonger deux autres traversiers. Après ces trois contrats, le chantier naval de Lauzon devra nager tout seul ou se noyer. Le fisc québécois continuera toutefois à donner une sorte de bouée de sauvetage à MIL, puisqu'une politique fiscale soutiendra la construction navale.

Air Littoral élargit sa flotte de RJ

■ Air Littoral, compagnie basée à Montpellier (France), a confirmé hier son intention d'élargir sa flotte d'appareils Regional Jet (x) de Canadair, en annonçant qu'elle commandait à la Division avions régionaux de Bombardier trois appareils supplémentaires, l'un faisant l'objet d'une commande ferme et les deux autres étant conditionnels à l'obtention d'un financement. La valeur du contrat ferme est d'environ 19,8 millions US. Le nouvel appareil Regional Jet de Canadair commandé par Air Littoral devrait être livré prochainement. Air Littoral a pris livraison de son premier appareil Regional Jet de Canadair en octobre 1993, devenant la première compagnie aérienne en France à exploiter ce type d'appareil. La flotte d'Air Littoral compte actuellement six appareils Regional Jet de Canadair. Les appareils Regional Jet de Canadair appartenant à Air Littoral sont exploités aux couleurs d'Air France et d'Air Inter Europe sur des trajets intérieurs et européens.

Forte croissance, selon la CIBC

■ Malgré les sombres perspectives de l'emploi dévoilées la semaine dernière, le Canada connaîtra une forte croissance économique au cours des 18 prochains mois, affirme la Banque CIBC dans une étude rendue publique hier. Des taux d'intérêt peu élevés, l'augmentation des dépenses de consommation et la diminution de l'inquiétude suscitée par la séparation du Québec alimenteront une croissance du produit intérieur brut de 2,5 % en 1996 et de 2,7 % en 1997, a indiqué la CIBC dans un « examen à mi-parcours des perspectives mondiales ». Bien que Statistique Canada ait annoncé une perte marquée des emplois et une hausse du taux de chômage qui a atteint 10 % en juin, la CIBC estime que cette situation est provisoire. Le taux de chômage au Canada n'avait pas connu un tel sommet depuis octobre 1994. Selon Joshua Mendelsohn, chef économiste de la CIBC, la politique monétaire américaine devrait toutefois freiner l'expansion de l'économie canadienne. La CIBC avance que le commerce extérieur, les dépenses des entreprises canadiennes, l'habitation et les dépenses de consommation connaîtront d'excellents résultats pour le reste de 1996 et durant toute l'année 1997.

Entente Hydro et Alcan

■ Alcan et Hydro-Québec ont signé une entente de principe relativement à une fourniture d'énergie et de puissance électrique entre les parties. En vertu de contrats qui sont en élaboration, Hydro-Québec fournirait l'énergie supplémentaire dont Alcan pourrait avoir besoin dans le cadre de la réalisation de son programme de modernisation et d'expansion au Québec, tout en gardant la possibilité de bénéficier du réseau hydroélectrique d'Alcan. Ces contrats entreraient en vigueur dès que la compagnie Alcan le confirmera. Pour Alcan, « la possibilité d'acheter un bloc d'énergie ajoute une flexibilité importante dans la planification de notre programme d'expansion et de modernisation des usines d'électrolyse au Québec », soutient Claude Chamberland, vice-président chez Alcan. En vertu d'un contrat distinct, Hydro-Québec bénéficierait également de la puissance des installations d'Alcan au Saguenay-Lac-St-Jean pour répondre à ses besoins pendant la période de pointe hivernale, à des conditions plus avantageuses que les autres options disponibles.

Déménagement de la BNP

■ La Banque Nationale de Paris réaménage ses locaux au sein de la Tour BNP. Ces aménagements entraîneront la fermeture de la mezzanine et des guichets du rez-de-chaussée du 1981 McGill College à partir du 30 août prochain. Des espaces supplémentaires ont été loués au 5e étage de la Tour BNP et un bail de dix ans a été signé avec le gestionnaire de l'immeuble. « Ces changements visent à mieux servir nos clients, positionnés à l'international ou qui souhaitent y accéder, et à consolider notre présence dans les segments de marchés qui font appel à nos compétences spécialisées. La signature d'un bail pour les dix prochaines années démontre notre volonté de nous enraciner au Québec et au Canada », déclare André Chaffringeon, président et chef de la direction de la Banque Nationale de Paris (Canada).

Airbus vole haut... !

■ Pendant les six premiers mois de 1996, Airbus Industrie a obtenu 143 nouvelles commandes fermes de 15 clients de partout dans le monde, soit plus que le total des ventes de 1995. Évaluées à 11,1 milliards US, les commandes totalisent une part de 37 % du marché des avions à plus de 100 places. Parmi les autres réalisations du premier semestre, on note l'homologation et l'entrée en service du premier A319, le plus petit membre de la famille d'appareils à allée unique d'Airbus et la création de la Division des grands avions afin de faire avancer la mise au point du projet des A3XX à grande capacité.

Un « jukebox » nouvel âge

■ Technical Maintenance Corporation, entreprise inscrite à la Nasdaq, vient d'obtenir les droits sur le « jukebox » téléchargé, une boîte à musique nouvel âge destiné à générer un chiffre d'affaires de deux milliards par année dans un avenir rapproché. TMC a mandaté sa filiale montréalaise pour réaliser la recherche et le développement de ce nouveau produit plutôt révolutionnaire dans cette industrie.

Logistec : ententes importantes

■ Logistec a finalisé les diverses ententes selon lesquelles une nouvelle filiale, Logistec Connecticut, deviendra le plus important armateur de cet État américain. Ses activités consisteront en l'exploitation de deux terminaux portuaires, dont un situé à Bridgeport pour la manutention des fruits et l'autre situé à New Haven pour les métaux. Ces ententes permettront à Logistec d'accroître ses revenus de l'ordre de 20 à 25 millions par année. Elles incluent une entente innovatrice de partage des économies avec le syndicat des débardeurs qui favorisera la productivité et le développement de l'exploitation.

Pierre Bellemare

Les ventes d'autos ont fait un bond appréciable en mai

MAURICE JANNARD

Après deux mois de reculs consécutifs au printemps, les ventes de véhicules automobiles neufs ont fait un bond spectaculaire en mai dernier.

Statistique Canada a fait savoir hier que les ventes d'autos et de camions neufs ont progressé de 8,2 % par rapport au mois précédent, qui avait subi un repli de 6,7 %. La hausse est attribuable surtout aux ventes de voitures particulières.

L'agence fédérale tient à préciser toutefois que les données sur les ventes de véhicules fluctuent beaucoup de mois en mois et qu'il faut étudier une période de neuf mois pour déceler une tendance.

Selon l'agence fédérale, la tendance serait à la baisse par rapport au sommet qui a été atteint en septembre dernier.

« Les ventes cumulatives (autos) des cinq premiers mois de 1996 s'affaiblissent de 5,4 % comparativement à la même période l'an passé », précise cette dernière. En revanche, dans le secteur des camions, ce qui inclut les monospaces (mini-fourgonnettes), il y a une progression de plus de 5 % par rapport à l'an dernier.

Cela fait dire à M. Michel Doucet, économiste à la firme de courtage Lévesque Beaubien Geoffrion, que le secteur automobile est dans

une ère de croissance relativement stable.

« Contrastant avec la déprime des dernières années, les ventes de véhicules automobiles montrent des signes de redressement depuis le début de l'année », a noté celui-ci.

Alors que par le passé l'âge moyen du parc automobile dépassait rarement les 5 ans, il atteint 7,8 ans aujourd'hui.

Les difficultés actuelles des concessionnaires proviennent de deux sources, selon l'analyste : le prix des voitures neuves est trop élevé et le revenu personnel des consommateurs ne fait pas de progrès.

« Une voiture neuve coûtant en moyenne 24 000 \$ contre 13 000 \$ pour une voiture d'occasion, les consommateurs continueront de privilégier les voitures d'occasion », prévoit ce dernier.

Reporter l'achat d'un véhicule neuf peut représenter une économie de plus de 5 000 \$. « Il n'est pas surprenant que les ménages aient préféré étirer la durée de vie de leur véhicule », souligne M. Doucet.

Barrick Gold lance une OPA sur Arequipa : 915 millions

Presse Canadienne
TORONTO

Barrick Gold, l'une des plus importantes compagnies d'exploitation aurifère au monde, a lancé une offre publique d'achat non sollicitée de 915 millions \$ pour la prise de contrôle d'Arequipa Resources Ltd., une compagnie de Vancouver oeuvrant dans le même secteur et qui possède des actifs au Pérou.

Barrick Gold, de Toronto, a qualifié son offre de « généreuse ».

« Nous pensons que ça pourrait devenir une acquisition intéressante pour nous », a déclaré un porte-parole de Barrick, Vince Borg.

Arequipa est pourtant une entreprise qui a causé la ruine de plusieurs investisseurs. Au cours de la dernière année, le cours de ses actions a fluctué grandement, variant entre 1,50 \$ et 34,75 \$. Au printemps, la valeur des actions est subitement passée de près de 30 \$ à 18,70 \$, après que l'entreprise eut

fait part de résultats financiers décevants.

L'offre de Barrick équivaut à 27 \$ l'action, ce qui représente une prime de 5 \$, ou 23 pour cent, par rapport à la valeur de 22 \$ enregistrée à la fermeture des bourses, mercredi.

« C'est un rendement intéressant, a déclaré M. Borg. L'offre est généreuse. Nous sommes disposés à y mettre le prix présentement dans l'espoir de récolter plus tard les bénéfices d'un gisement intéressant. »

Barrick offre de payer au comptant pour les 33,9 millions d'actions ordinaires de la compagnie.

Le conseil de direction d'Arequipa n'a pas réagi hier à l'offre de Barrick, mais un porte-parole a déclaré qu'une réponse devrait venir bientôt. Les actionnaires auront 21 jours pour se prononcer sur l'offre à compter du moment où ils recevront la circulaire de Barrick leur faisant part des détails.

Celui-ci constate aussi que le revenu réel disponible des consommateurs a stagné depuis six ans. La faiblesse des hausses de salaire (moins de 1 %) et l'alourdissement du fardeau fiscal ces dernières années sont responsables du gel dans le pouvoir d'achat des ménages.

Statistique Canada précise que les vendeurs d'automobiles font face à trois périodes différentes d'achalandage durant l'année.

La période la plus active débute en mars et s'étend jusqu'à juin, avec 40 % du volume annuel des ventes. Un ralentissement se fait sentir en juillet et pour les trois mois suivants, 33 % des ventes. La pire période va de novembre à février et ne représente que 27 % du volume.

L'agence fédérale mentionne que la part de marché des voitures nord-américaines a grimpé à 87,6 % en mai dernier, une hausse de près de cinq points de pourcentage par rapport à l'année dernière.

Une voiture nord-américaine est définie comme une auto construite ou assemblée au Canada, aux États-Unis ou au Mexique.

La part de marché des voitures fabriquées par les trois grands américains (General Motors, Ford et Chrysler) s'est établie à 63,6 %, le même niveau que l'an dernier.

Des dirigeants de Barrick ont discuté de l'offre avec les membres du conseil de direction d'Arequipa hier matin, selon ce qu'a déclaré M. Borg. « Nous avons des relations très cordiales avec eux », a ajouté le porte-parole.

Le président d'Arequipa, David Lowell, ainsi qu'un fonds d'investissement de Hong Kong possèdent 23 pour cent des actions. Barrick est pour sa part propriétaire de 1 pour cent des actions.

Le reste des actions est fort dispersé. L'offre de Barrick est conditionnelle à l'acquisition d'au moins 50,1 pour cent des actions.

L'offre de Barrick est d'autant plus surprenante aux yeux des analystes qu'elle n'a pas été sollicitée.

« Il s'agit d'une décision très inhabituelle et agressive. Ça démontre à quel point les grandes compagnies ont de la difficulté à trouver de nouveaux gisements », a déclaré John Ing, analyste du marché aurifère.

Concentration de la presse : Hollinger s'attache à dissiper les craintes

Presse Canadienne
OTTAWA

L'industrie de la presse n'a rien à craindre de la croissance du groupe Hollinger, détenu par Conrad Black, affirme l'un des hauts cadres de la compagnie.

Peter Atkinson a admis, lors d'une table ronde portant sur l'avenir de la presse écrite, que la série d'acquisitions effectuées par la compagnie, au cours des deux dernières années, avait encouragé la perception qu'une crise importante menaçait l'industrie.

Notre position est qu'une telle crise n'existe pas, a dit le vice-président de Hollinger aux participants du débat organisé par l'Institut Pearson-Shoyama.

« Nous investissons massivement dans ces entreprises et nous voulons qu'elles connaissent du succès. Nous n'avons pas l'intention de détruire nos marchés. »

Pour ses critiques, la stratégie d'expansion entreprise par Hollinger nuit à la diversité de la presse au Canada. Le groupe dirige 58 des 104 quotidiens du pays par l'entremise de diverses sociétés de portefeuille, dont une participation de 41 pour cent dans Southam.

À la crainte que M. Black, un conservateur déclaré, n'intervienne dans les affaires de ses quotidiens, M. Atkinson rétorque que le patron de Hollinger a soutenu, à maintes reprises, l'autonomie locale et l'équité

dans ses journaux. Face aux craintes soulevées par les mises à pied effectuées dans les journaux rachetés par Hollinger, M. Atkinson répond que la compagnie doit se comporter comme toute autre entreprise.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

BELL MOBILITE CTM
Vous offre une opportunité exceptionnelle d'obtenir une franchise clé en main, une formation avec suivi continue ainsi qu'un support publicitaire.

LE BAIL COMMERCIAL EST ASSIMILÉ PAR LE FRANCHISER
Le (la) ou les personnes qualifiées bénéficieront d'un très haut revenu cumulé annuel, d'un avenir sécuritaire et sans limite dans la télécommunication. Une durée de 10 ans vous est accordée renouvelable sans frais. Le prix de la franchise est de 50 000 \$, balance financière. 514-981-5709.

MOTEL à la campagne, 9 unités, grand logement 6 pièces, Lanau-dière, récur à 135 000 \$, 514-752-1032, tél: 514-886-9594.

OPPORTUNITÉ unique! Investissement 25 000 \$ ou . 961-0860.

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS

ASSOCIÉS pour une boutique de sport. 368-9723, 365-9723

FRANCHISE INTERNATIONALE

AMNISTIE INTERNATIONALE
SECTION CANADIENNE RECHERCHE
(514) 766-9766

714 FRANCHISES

OCCASION d'affaires pour la région de Montréal. Projet novateur dans le domaine des systèmes d'information touristique assisté par ordinateur. Canadiens/bilingues seulement. 418-524-8404.

SITES INTERNET 780

Tous les samedis
Faites connaître l'adresse de votre site Internet dans les propositions d'affaires de la section "Économie" (rubrique 780)
La Presse
285-7111

805 AVIS DIVERS

C.O. Montréal-Olympique
Semaine # 28 - Billets gagnants:
4360 4360 4713 4377
5287 3527 2886

950 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que la compagnie 9005-6045 Québec Inc. demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Ainsi, le 16 juin 1996
Me Régis Brassard, notaire

PRENEZ AVIS que la compagnie DISTRIBUTIONS LOMART LEE demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 17 juin 1996
Me André Nault, avocat.

LA BOURSE EN BREF

Table with market indices for Montreal and Toronto, including volume, high/low/close, and various sector indices.

Table with market indices for New York and NASDAQ, including volume, high/low/close, and various sector indices.

Les rapports financiers express

Table of financial reports for various companies, showing profits/losses and revenues in Canadian and American dollars.

Les dividendes

Table listing dividend payments for various companies, including the amount and the payment date.

Les bourses étrangères

Table showing foreign market performance, including indices for Amsterdam, Brussels, Hong Kong, London, and Tokyo.

Fonds mutuels

Large table listing various mutual funds, categorized by region (e.g., Canada, US, International) and type (e.g., Equity, Bond, Money Market).

Dominion Bridge se remet à embaucher

Denis Arcand: Après avoir rappelé 53 travailleurs mis à pied durant les Fêtes, Dominion Bridge embauche actuellement 39 nouveaux soudeurs et assembleurs qui porteront de 237 à 276 l'effectif de l'usine de Lachine, annonce le pdg de la compagnie.

« On en a déjà engagé huit (en date du 8 juillet) et on en cherche 31 autres d'ici la fin du mois au plus tard » a déclaré hier Nicolas Matossian, pdg de Corporation Dominion Bridge. On est encore loin des 1200 ouvriers, en 1974, et des 2000 qui ont déjà travaillé à Dominion Bridge dans les belles années, mais « ce sont des nouvelles qu'on voit rarement ces jours-ci », a noté M. Matossian.

Étonnamment, le syndicat affirme que les choses vont encore mieux que ça. Guy Farrell, président de la section 2843 du Syndicat des Métallistes, soutient avoir déjà entre 290 et 300 membres « qui travaillent dans l'usine et qui paient des cotisations », et ce avant même les 39 nouvelles embauches. « On marche à plein régime, 24 h sur 24, dans la plupart des départements », dit-il.

Le carnet de commande de l'usine de Lachine comprend des rampes d'accès pour l'aéroport de JFK de New York, des cuves de fonte pour Noranda, en Abitibi, des structures d'acier pour Québec Fer et Titane, à Sorel, des bûtes d'acier pour Leach Reactors, des structures d'acier et des ponts roulants pour Algoma Steel, à Cooksville, en Ontario, des bûtes de grues pour Cony Cranes et des réservoirs à hydrocarbures pour Ultramar, de Saint-Romuald.

« C'est quand même une très grande amélioration depuis qu'on a repris la compagnie, on a récupéré une bonne part de notre marché », a déclaré M. Matossian, qui n'aperçoit aucune réduction de personnel dans l'horizon immédiat.

Bourse de Toronto

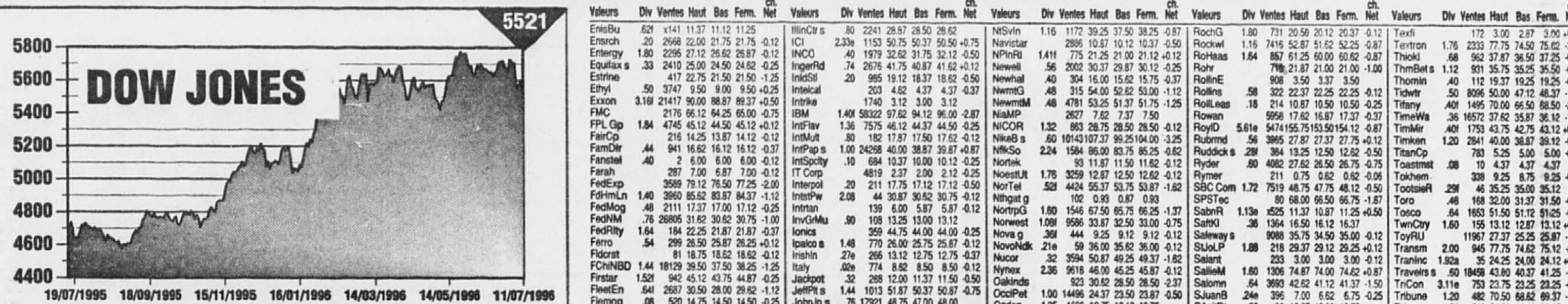


Infographie La Presse

Main table of stock market data for Toronto, organized into columns for various sectors and individual stocks. Includes columns for company name, price, change, and volume.

Table of stock market data for Alberta, organized into columns for various sectors and individual stocks. Includes columns for company name, price, change, and volume.

Bourse de New York



Infographie La Presse

Table of stock market data for various companies, organized by sector (A/B, C, D/F, G, H/J, K/M, N/O, P/R, S/T, U/V, W/X, Y/Z). Includes columns for company name, price, and volume.

Options sur l'indice S & P 100 à Chicago

(PC) - Voici les taux de devises échangés, fournis jeudi par la Banque de Montréal...

Table of exchange rates for various currencies including the Canadian Dollar, British Pound, and Japanese Yen.

Les devises

Table of exchange rates for various currencies including the Canadian Dollar, British Pound, and Japanese Yen.

L'or

(AP) - Cours de l'or, jeudi, en dollars par once, sur les principales places financières.

Table of gold prices in dollars per ounce from various locations.

L'argent

(PC) - L'or cotait à 524 \$ CAN à l'offre (385 \$ US) et 525 \$ CAN à la demande (384 \$ US)...

Table of silver prices in dollars per ounce.

Les obligations

Les courtiers londoniens ont baissé jeudi le prix de l'argent de 0,0225 cent américain par rapport à l'ouverture de la veille...

Table of government bond yields for Canada and the United States.

Options Tron-Caa Alberta

Les titres au comptoir (DE TITRE)

TORONTO (PC) - 11 juillet les actions transigées sur titres inscrits au comptoir par l'Association des courtiers en valeurs mobilières du Canada...

Large table of stock market data for various companies, organized by sector (A/B, C, D/F, G, H/J, K/M, N/O, P/R, S/T, U/V, W/X, Y/Z). Includes columns for company name, price, and volume.



Ces Moscovites observent avec consternation la scène d'un attentat à la bombe survenu hier place Pouchkine.



L'attentat à la bombe, hier matin, dans un trolleybus en plein centre de Moscou a blessé cinq personnes.

Bombe dans un trolleybus de Moscou

Un sac d'oranges et de citrons laissé là ; puis ça saute, place Pouchkine

Agence France-Presse
MOSCOU

Un attentat à la bombe hier matin dans un trolleybus en plein centre de Moscou a blessé cinq personnes, le jour même où le général Alexandre Lebed présentait un programme de lutte contre la criminalité dans la capitale russe et sa région.

L'attentat n'a pas été revendiqué, et l'enquête en cours n'exclut pour l'instant aucune piste. En fin de journée, seul le chauffeur du trolleybus était toujours hospitalisé, dans une unité de soins intensifs.

Peu avant neuf heures du matin, un inconnu a laissé dans un trolleybus un sac contenant des oranges et des citrons, ont raconté des témoins. Les passagers ont prévenu le conducteur et ont déposé le sac derrière sa cabine, a expliqué un porte-parole des services fédéraux de sécurité (FSB). Treize minutes plus tard, le sac explosait place Pouchkine, peu avant le terminus, en plein centre de cette ville de

neuf millions d'habitants.

Un mécanisme d'horlogerie a été découvert un peu plus tard par le FSB, qui estime que l'engin explosif, artisanal, avait une puissance équivalente à 200 grammes de TNT.

« Une violente déflagration a retenti, suivie d'une forte fumée, mais le véhicule n'a pas flambé », a raconté un témoin. Il ne restait par chance que cinq passagers et le chauffeur dans le trolley au moment de l'explosion. L'avant du trolleybus a été totalement déchiqueté, le toit arraché. Des éclats ont volé alentour sur un diamètre d'environ 6 mètres.

Le président Boris Eltsine n'a pas réagi publiquement à cet attentat. Mais Alexandre Lebed, le secrétaire du Conseil national de sécurité, a dénoncé « un acte terroriste fou et irréfléchi visant à aggraver les tensions à Moscou ». « Je cherche à construire un système où ce genre d'acte serait impossible », a-t-il ajouté.

Le général nationaliste, nouvel homme fort du système de sécurité russe, présentait justement hier son premier programme concret de lutte contre la criminalité à Moscou.

Alexandre Lebed a expliqué avoir choisi Moscou et sa région comme « laboratoire d'essai » de son programme parce que « plus de 75 % des capitaux bancaires » y sont concentrés, et parce que « des établissements d'État y sont liés aux groupes criminels ».

L'effectif des troupes du ministère de l'Intérieur va augmenter à Moscou de 10 000 hommes et sera renforcé de « brigades motorisées ». Deux cents parquets et 650 tribunaux supplémentaires seront

ouverts à Moscou, tandis que les salaires des magistrats doivent doubler prochainement.

Le « plan Lebed » donne également le droit à la police de la capitale de détenir pendant 30 jours ou d'expulser « les mendiants, sans-abri et hors-la-loi » arrivant d'autres villes, selon Iouri Loujkov, maire de Moscou et coauteur du projet.

Mais le programme vise avant tout la mafia et la criminalité liée aux affaires, qui a formé ses réseaux du temps de l'URSS et prospère dans la nouvelle Russie. Or les actions criminelles liées aux groupes mafieux à Moscou n'ont en général pas pour cibles des lieux publics et frappent des objectifs précis : les bombes sont déposées directement dans les voitures des personnes visées, ou une attaque armée est organisée.

Il y a un mois jour pour jour, un attentat à la bombe dans le métro de Moscou avait fait quatre morts et 11 blessés graves. La police n'a toujours aucune piste sûre, ni sur

les raisons ni sur les auteurs de cet acte de terrorisme. Ce type d'attentat était le premier dans la capitale depuis presque 20 ans. En 1977, une bombe avait explosé dans le métro, tuant sept personnes.

Avant même que les enquêteurs ne fassent la moindre déclaration, certains hauts responsables se sont empressés hier d'évoquer des pistes possibles, en fonction de leurs intérêts politiques : le commandant des forces du ministère de la Défense en Tchétchénie, Vladimir Chamanov, a affirmé que cet attentat pourrait bien être lié au conflit tchétchène.

Lors de l'attentat du 11 juin, la piste tchétchène avait été également évoquée immédiatement et deux hommes d'origine caucasienne avaient été interpellés. Mais, ils étaient tout aussi vite relâchés.

L'attentat ayant été perpétré quatre jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, le camp de Boris Eltsine et celui des communistes s'étaient rejoints dans la responsabilité de l'acte.

Netanyahu accusé de « flagrant défi »

d'après AFP et Reuter
NICOSIE

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a suscité hier des réactions de colère dans le monde arabe après ses déclarations faites à Washington, et s'est également attiré les critiques de son prédécesseur travailliste Shimon Peres.

M. Netanyahu avait notamment affirmé devant le Congrès américain que Jérusalem « ne sera jamais divisée à nouveau » et qu'il n'y aura jamais un mur de Berlin dans la ville sainte, soulignant son refus de négocier le statut de Jérusalem et d'un retrait des territoires occupés.

La Ligue arabe a qualifié les déclarations de M. Netanyahu de « flagrant défi » aux résolutions de l'ONU sur les territoires arabes occupés, tandis que des factions palestiniennes et la presse du Golfe appelaient les pays arabes à geler leurs relations avec Israël.

Les députés palestiniens ont quant à eux pressé Yasser Arafat d'adopter une stratégie plus offensive pour défendre le processus de paix.

Shimon Peres a pour sa part dit que l'intransigence de son successeur de droite mettait en danger le processus de paix au Proche-Orient et souligné que « dans la lutte pour la paix, il en va de l'existence même du peuple juif ».

« Il ne relève pas de la lucidité que de dresser contre Israël l'ensemble du monde arabe. Il ne suffit pas de recevoir des applaudissements », a déclaré M. Peres.

Hanane Achraoui, ministre palestinien de l'Éducation supérieure, a estimé qu'aux propos dangereux de Benjamin Netanyahu est venue s'ajouter une ovation inconvenante et encore plus dangereuse de la part des parlementaires américains qui ont applaudi à des paroles portant atteinte au droit international.

La Tchétchénie livrée aux faucons

d'après AFP
MOSCOU

Les généraux sur le terrain et tous ceux qui ont intérêt à ce que la guerre continue en Tchétchénie ont relancé les hostilités à grande échelle, profitant du flou qui règne au Kremlin avant la recomposition du gouvernement le mois prochain, ont estimé hier plusieurs analystes.

Pendant que les tractations s'intensifient pour former le futur gouvernement et que Boris Eltsine récupère de sa fatigante campagne électorale, « les militaires ont carte blanche pour montrer leurs muscles », a déclaré le député Valeri Borchtchev, qui suit pour la coalition réformiste Iabloko les événements en Tchétchénie.

« Leur déchaînement barbare peut durer un mois, jusqu'à l'investiture du président Boris Eltsine le 9 août et la confirmation du nouveau gouvernement », a-t-il ajouté. « Comme ce fut le cas déjà à plusieurs reprises : les militaires attaquent massivement, puis Boris Eltsine fait une grande déclaration en faveur de la paix. »

Dmitri Trénine, analyste à la

Fondation Carnegie, a également souligné le « vide politique qui semble actuellement régner au Kremlin », et qui permet aux militaires de « faire ce qui leur paraît la meilleure solution, c'est-à-dire anéantir les bandits ».

« Je ne crois pas que Boris Eltsine ait accepté de rencontrer le leader indépendantiste Zelimkhan Iandarbiev uniquement pour renforcer ses chances de remporter l'élection, ce serait trop simple », a poursuivi M. Trénine, en évoquant la rencontre le 27 mai dernier entre MM. Eltsine et Iandarbiev au Kremlin, qui avait permis de relancer les négociations et d'assurer six semaines de trêve à la république caucasienne.

Les responsables militaires sur le terrain, qui ont toujours voulu en finir avec les indépendantistes qu'ils qualifient de simples bandits, ont d'autant plus de marge de manœuvre que le ministère de la Défense est toujours sans patron trois semaines après l'éviction de Pavel Gratchev, une vacance d'une durée inédite qui a gelé toutes les activités de la hiérarchie, soulignait hier Pavel Felgenhauer, éditorialis-

te militaire pour le quotidien *Sevdenia*.

De plus, le rôle d'Alexandre Lebed dans ce conflit — sur lequel comptent les indépendantistes pour arrêter la guerre — reste encore incertain.

Avant de rallier le camp de Boris Eltsine le 18 juin dernier, le général, alors candidat à la présidence, prônait un retrait immédiat des troupes russes, l'isolement politique et économique de la Tchétchénie, et l'idée iconoclaste d'un référendum sur l'indépendance.

Ces deux derniers jours, il a cependant rejeté la responsabilité de la reprise des hostilités sur les indépendantistes, et repris le point de vue des militaires sur le terrain en qualifiant d'« appropriées » les « répliques » des forces russes. Il avait également promis d'aller en Tchétchénie au plus vite, mais il a repoussé mercredi l'échéance « après le 17 juillet ».

De plus, ceux qui, dans la haute hiérarchie, se sentent menacés par la volonté déclarée d'Alexandre Lebed de mettre fin à la corruption ont intérêt à ce que la guerre en Tchétchénie reprenne de plus belle.

Le « rattachisme » wallon cause une tempête au Parlement belge

Reuter
BRUXELLES

Le « rattachisme », un mouvement quasi folklorique qui milite pour l'intégration de la Wallonie à la France, a fait cette semaine une irruption tout à fait inattendue sur la scène politique belge.

Excédé par les revendications flamandes d'autonomie dans le domaine de la sécurité sociale et de la fiscalité, le chef du groupe socialiste (francophone) à la Chambre des représentants, Claude Eerdeken, a estimé que « les heures de ce pays sont comptées » si elles étaient maintenues.

« Si vous voulez demain conquérir votre indépendance, si vous voulez la prendre institutionnellement en donnant à votre Vlaamse Raad (Parlement flamand) un pouvoir constitutionnel en confisquant au profit de la Flandre le

pouvoir fiscal ou la sécurité sociale, vous courez une aventure », a-t-il ajouté.

« Mais ne vous étonnez pas de savoir que nous, Wallons, nous n'avons aucune honte à nous trouver proche d'un grand pays qu'est la France. Et si vous voulez demain que la France soit à la porte de Bruxelles, allez-y », a-t-il ajouté.

La balle a été saisie au bond par le député libéral flamand Rik Daems qui, dans un brouhaha indescriptible, a rétorqué : « Vous voulez la France, allez à la France. »

La déclaration de Claude Eerdeken a suscité une levée de boucliers et mise sur le compte de l'émotion. Elle n'en est pas moins significative du climat délétère qui règne actuellement entre Flamands et Wallons.

Le mouvement rattachiste était en effet jusqu'à présent de nature

plutôt folklorique en Wallonie, où le « Mouvement wallon pour le retour à la France » (RF), né en 1986, ne rassemble que 2000 militants, même si certains d'entre eux, comme le juriste François Perrin, ont été ministres nationaux dans le passé.

Son président, Maurice Lebeau, dont le bureau est orné d'un buste de Napoléon, n'aime d'ailleurs pas l'étiquette « rattachiste » qui donne à penser que le mouvement prône le retour à la situation qui prévalait entre 1795 et 1815, lorsque la Belgique était intégrée à la France.

Il est symptomatique que le mouvement soit né à Liège, ville où l'on a toujours fêté le 14 Juillet plus généreusement que le 21 Juillet, jour de la fête nationale belge.

Le manifeste du RF estime que les deux peuples, qui partagent la même langue et la même culture et auraient été séparés par des « ac-

idents de l'Histoire », doivent s'unir, les Wallons obtenant un statut spécial au sein de l'Hexagone. « Revenus au sein de la France, nous troquerions notre condition de minorité humiliée contre un destin à part entière enfin digne d'être vécu », peut-on lire dans ce document.

Même si, télévision aidant, les Wallons connaissent mieux ce qui se passe à Paris qu'à Anvers, le rattachisme est cependant loin de susciter l'enthousiasme parmi les francophones.

« Même les plus francolâtres des hommes politiques savent bien que la première condition au rattachement serait que Paris s'intéresse un tant soit peu à ses lointains cousins du Nord », écrit le quotidien *Le Soir*.

Le député écologiste Olivier Deleuze refuse d'ailleurs par avance d'être intégré dans une France où

les Wallons seraient selon lui traités comme des « sous-Bretons ».

En outre, les rattachistes et Claude Eerdeken font mine d'oublier Bruxelles, peuplée à 85 pour cent de francophones, et qui a été déclarée capitale de la Flandre. Enfin, il faudrait que la France accepte de prendre en charge une Wallonie en pleine décrépitude industrielle.

Les rattachistes citent une phrase attribuée à Charles de Gaulle par Robert Liénard, le doyen de l'Université de Louvain, et confirmée par le gaulliste Alain Peyrefitte en 1986. « Si, un jour, une autorité politique représentative de la Wallonie s'adressait officiellement à la France, ce jour-là, de grand cœur, nous répondrions favorablement à une demande qui aurait toutes les apparences de la légitimité », aurait-il dit. Mais les autorités françaises se valent beaucoup plus prudentes et refusent même d'évoquer le sujet.